



Union syndicale Solidaires
31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris
contact@solidaires.org

solidaires.org

 @UnionSolidaires
 @UnionSolidaires
 @union_solidaires

 **ÉGALES**
nov. 2024

Édito

MOBILISONS-NOUS CONTRE LES FÉMINICIDES **ET LES VIOLENCES PATRIARCALES PARTOUT,** **TOUT LE TEMPS !**



Les 23, 24 ou 25 novembre, dans les rues, partout en France, nous manifesterons pour dire ça suffit ! Parce que tant qu'une seule d'entre nous subira des violences, qu'elles soient physiques, psychologiques, ou sexuelles, nous lutterons. De l'Iran au Mexique aux États-Unis, de l'Afghanistan à la Russie à la France, des femmes du monde entier luttent pour leur droit, pour une vie sans peur et sans violence.

Les violences sexistes et sexuelles sont partout : au travail, dans la rue, à la maison. Elles ne connaissent pas de frontières. Elles frappent toutes les femmes, mais plus encore celles qui subissent des oppressions croisées : femmes racisées, exilées, sans-papiers, en situation de handicap, trans, lesbiennes, etc. Et plus l'extrême droite avance, plus ces violences prennent de l'ampleur.

À la violence systémique que subissent des millions de femmes, de personnes LGBTQIA+ et d'enfants, il est plus que temps de répondre avec des actes. Les gouvernements successifs ont échoué à éradiquer les violences machistes. Macron, avec sa « grande cause » pour les droits des femmes, continue de réduire les budgets des associations qui défendent les droits des femmes, des minorités de genre, des enfants, qui luttent contre les discriminations et les oppressions, et il continue d'ignorer les revendications féministes.

Résultat : chaque année, des milliers de femmes sont victimes de violences, d'agressions sexuelles au sein du couple, au travail, sur leur lieu d'études, dans la rue, et on comptabilise encore plus de 100 de féminicides par an, et ces chiffres ne baissent pas.

La violence ne genre n'est pas un problème isolé ! Elle s'inscrit dans un système de domination et d'oppression : le patriarcat.

Nous devons mener un combat quotidien pour une société juste et égalitaire et ne pas céder au fatalisme. Parce que le privé est politique nous devons imposer des lois qui protègent les victimes. En Espagne et en Irlande des lois permettent aux victimes de violences domestiques de bénéficier d'un congé payé pour faire face aux conséquences de la violence. La France doit faire de même, en révisant ses lois pour qu'elles garantissent à chaque victime un accès aux soins, à la justice, et à la sécurité.

Luttons pour que toutes les femmes, toutes les personnes LGBTQIA+, puissent vivre sans crainte. Parce que quand une femme se lève, c'est le monde entier qui bouge. Ensemble, transformons la société !

***Rendez-vous dans les rues,
le 23, 24 ou 25 novembre.
Parce qu'on ne veut plus
de promesses vides.
On veut des actes !***

POURQUOI LE 25 NOVEMBRE ?

Le 25 novembre 1960, trois femmes dominicaines, les sœurs Mirabal furent assassinées sur les ordres du chef de l'État dominicain.

Patria, Minerva et Maria Teresa sont trois sœurs qui ont combattu la dictature du président Rafael Trujillo en République dominicaine. Tout commence quand le dictateur tente d'approcher l'aînée, Minerva, qui le repousse invariablement». Étudiante en droit à l'université, elle se révolte peu à peu contre cette dictature et se rapproche des communistes.

Face à son refus, Trujillo ordonne l'arrestation de son père et en fait un ennemi de l'État. Dès lors, les trois sœurs s'engagent corps et âme dans la lutte. Épouses d'opposants au régime, Minerva et María Teresa sont emprisonnées, violées et torturées à plusieurs reprises, devenant des cibles récurrentes de la répression d'État.

Le 25 novembre 1960, les trois femmes se rendent en prison pour visiter leurs maris détenus. Sur le chemin du retour, elles sont arrêtées par des hommes de main de Trujillo, puis emmenées dans un lieu isolé où elles sont assassinées à coups de machette, avant que leurs corps ne soient replacés dans leur voiture



pour simuler un accident. Ce féminicide d'État soulève une onde de choc en République dominicaine, cristallisant la colère et le désir de changement. Moins d'un an plus tard, Trujillo est assassiné, et son régime s'effondre.

Leur héritage dépasse les frontières dominicaines. En 1999, l'ONU proclame le 25 novembre Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, en hommage.

En 1999, l'Assemblée générale de l'ONU proposait que la journée du 25 novembre soit consacrée à des activités destinées à sensibiliser l'opinion publique sur la question des violences à l'égard des femmes et la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes a été instaurée.



#25 novembre

journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes



grevefeministe.fr

Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes 2024

Jin Jihan Azadi/ Femme, Vie, Liberté : tant que l'une d'entre nous n'est pas libre, tant que les violences machistes s'exerceront sur une seule d'entre nous, nous lutterons !

Le samedi 23 novembre, à l'occasion de la journée internationale contre les violences faites aux femmes du 25 novembre, nous manifesterons en solidarité avec et pour les femmes du monde entier, celles qui sont victimes des violences machistes, celles qui luttent, celles qui, avec leurs enfants, sont les premières victimes de conflits armés, des famines, des gouvernements réactionnaires et des états théocratiques, avec toutes celles qui ne peuvent pas parler, celles qui subissent des violences sexuelles, des tortures et des mutilations.

La violence patriarcale s'exerce partout, à l'encontre des femmes, des enfants et des personnes LGBTQIA+. Elle s'exerce dans nos maisons, sur nos lieux de travail, nos lieux d'étude, dans la rue, dans les transports, dans les établissements de soins, les lieux de culture, de loisirs...

Les plus touchées par ces violences sexistes, dont les violences économiques, sont celles qui souffrent déjà de multiples oppressions : femmes victimes de racisme, migrantes, sans papiers, femmes précarisées, en situation de handicap, femmes lesbiennes et bi, femmes trans, femmes en situation de prostitution et celles victimes de l'industrie pornocriminelle.

La progression de l'extrême-droite en Europe est un grave danger pour les femmes. Partout où l'extrême droite et une partie de la droite poreuse à ses idées sont au pouvoir, elles sont

les premières victimes de politiques réactionnaires. L'extrême droite ne s'intéresse aux violences faites aux femmes qu'en fonction de l'origine ou de la nationalité des agresseurs : nous refusons les récupérations ignobles du Rassemblement National sur ce sujet comme lors du meurtre et du viol de Philippine. Le

RN n'utilise la lutte contre les féminicides qu'au service de son racisme et de sa xénophobie.

En France, malgré le sursaut populaire, le danger de l'accession de l'extrême droite au pouvoir n'est pas écarté.

Et ce ne sont pas les gouvernements de Macron qui ont pris en compte nos revendications. La «grande cause du quinquennat» s'est soldée par l'éviction du juge Edouard Durand de la CIVISE, le soutien à Depardieu, la baisse des budgets dédiés à l'égalité entre les femmes et les hommes, des menaces de couper les subventions d'associations féministes.

Les violences et l'impunité des agresseurs persistent 7 ans après l'élection d'Emmanuel Macron, en plein #MeToo. La plupart du temps, encore, les victimes ne sont pas crues, les plaintes classées sans suite.

Les violences faites aux femmes, aux personnes LGBTQIA+ et aux enfants doivent être une priorité politique nationale.

Les différents rapports du Haut Conseil à l'Égalité nous alertent sur les violences et l'évolution inquiétante du sexisme. Celui de 2018 sur les violences obstétricales et gynécologiques a proposé de nombreuses recommandations pour enrayer le phénomène, mais à ce jour aucune n'a été mise en place.

Sans politique publique à grands moyens, sans prévention et sans éducation, les garçons continueront de perpétrer des violences.

Les organisations féministes et syndicales ne cessent d'avancer des propositions :

- **une loi-cadre intégrale contre les violences, comme en Espagne.**
- **les 2,6 milliards d'euros nécessaires pour la mettre en oeuvre**

Cette loi-cadre intégrale devra décliner de nouveaux droits dans le monde du travail et notamment la prise en compte d'urgence de la recommandation 206 de la convention 190 de l'Organisation Internationale du Travail qui prévoit entre-autres un congé d'urgence en faveur des victimes de

violences au sein du couple pour effectuer des démarches. La mobilité géographique doit aussi être facilitée si les victimes la souhaitent. Les agresseurs sur les lieux de travail doivent être sanctionnés : ce n'est pas aux victimes de partir !

Pour un continuum de mesures pour faire face au continuum des violences.

La loi-cadre intégrale devra prendre en compte aussi tous les aspects de la lutte contre les violences faites aux femmes et notamment la prévention, la sensibilisation de la population, l'accompagnement des victimes dans l'emploi, la santé, le parcours judiciaire, des sanctions et des suivis socio-judiciaires des agresseurs avec des programmes spécifiques, des tribunaux dédiés aux violences sexistes et sexuelles composés de magistrat-es formé-es et motivé-es, ayant des compétences à la fois pénales et civiles.

Le gouvernement doit enfin écouter les organisations féministes et syndicales et mettre en place une loi-cadre intégrale.

Manifestons partout le samedi 23 novembre 2024 !

En 2023, ce sont encore 103 féminicides qui ont été commis par un conjoint ou un ex-conjoint.

Des femmes assassinées parce qu'elles sont femmes. Le nombre de femmes victimes de violences dans le couple (213 000 par an) et les enfants co-victimes ne diminue pas, tout comme les viols ou tentatives (94 000 par an dont 8 000 au travail).

160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles chaque année, en majorité au sein de la famille.

Une femme en situation de handicap sur cinq a été victime de viol.

Les femmes âgées de plus de 70 ans ne sont pas prises en compte dans les enquêtes sur les violences, elles représentent pourtant 21% des féminicides.

50% des lesbiennes et 75% des bi ont été confrontées à des violences dans l'espace public.

85 % des personnes trans ont déjà subi un acte transphobe et la montée des idées d'extrême droite dans tous les pans de notre société n'a fait qu'amplifier ces phénomènes.

La quasi-totalité des agresseurs sont des hommes (97,3%).

Premières signataires (au 22 octobre 2024)

Alliance des femmes pour la démocratie, Amicale du Nid, APEL-Égalité, Association Mémoire traumatique et victimologie, Association Nationale des Etudes Féministes (ANEF), Association Nationale des Sages-Femmes Orthogénistes (ANSFO), Attac France, CGT (Confédération Générale du Travail), Chiennes de garde, Collectif CIVG Tenon, Collectif Infantiste, Collectif National pour les Droits des Femmes, Collectif de solidarité avec Pinar Selek en France, Coordination française pour le Lobby européen des femmes, Emancipation, tendance intersyndicale, Encore féministes !, FAGE, Femmes Égalité, Femmes Solidaires, Femmes pour le Dire, Femmes pour Agir (FDFA), Fondation Copernic, Fondation des Femmes, Force Féministe, FSU (Fédération Syndicale Unitaire), Genre et altermondialisme, Habitat & Citoyenneté, HFE (Handi Femme Epanouie), Hérosines 95, Humanity Diaspo, Las Rojas Paris, Le Manifeste, Ligue des Femmes Irlandaises pour la Démocratie-LFID, Marche Mondiale des Femmes, Maison des Femmes Thérèse Clerc, Maison des Femmes de Paris, Mouvement des femmes kurdes en France (TJK-F), Mouvement de la Paix, Osez le féminisme !,

Paris d'Exil, Planning familial, Planning familial 94, Réseau Féministe Ruptures, Réussir l'Égalité Femmes Hommes, Stop aux Violences Obstétricales et Gynécologiques France (STOP VOG), UNEF le syndicat étudiant, Union des femmes Socialistes (SKB), Union Nationale des Familles de Féminicides, Union syndicale Solidaires, Vigilance et Initiatives syndicales antifascistes (VISA), Zéromacho

En soutien

Association Pour la République Ecologique et Sociale (APRÈS), Ensemble !, Gauche Démocratique et Sociale, Gauche Ecosocialiste, Jeunes Génération.s, La France Insoumise, Les Ecologistes, Mouvement Jeunes Communistes de France, NPA-l'Anticapitaliste, Parti Communiste Français, Parti Communiste des Ouvriers de France, Parti de Gauche, Parti Socialiste, Rejoignons-nous, Révolution Écologique pour le Vivant (REV)

www.grevefeministe.fr



lagrevefeministe



greve_feministe



greve_feministe

LUTTE CONTRE LES VSS DANS L'ÉDUCATION : ASSEZ DE LA COMMUNICATION, ON VEUT DES ACTES !

En 2023, les organisations syndicales de l'Éducation Nationale ont obtenu la création par le ministère de cellules de recueil et de traitement des signalements de VSS. Un an plus tard, la mise en place de ces dispositifs se révèle chaotique : absence de communication auprès des personnels et de formation des membres, académies qui décident d'élargir le champ d'action de la cellule jusqu'à l'absurde, protection fonctionnelle non accordée malgré l'obligation légale, etc.



Le plan égalité professionnelle 2024-2026 se concentre sur la communication : des objectifs peu ambitieux, et pas de mesures budgétées. Pourtant, l'heure n'est pas à la collecte de données ! Ou en tout cas, pas celles du ministère : le dernier questionnaire de SUD Éducation, auquel 1164 personnes ont répondu, a montré que lorsque les

collègues signalent des violences

à leur hiérarchie, elles sont ignorées dans 73 % des cas.

Quant aux VSS qui touchent les élèves, elles sont rarement prises en charge correctement : les règlements intérieurs ne font pas mention des violences sexistes et sexuelles, l'éducation à la vie affective et sexuelle n'est pas dispensée malgré l'obligation légale, les personnels sont peu formés à l'écoute des victimes, les hiérarchies minimisent les violences entre mineurs... Et ne parlons même pas de l'état de l'Aide Sociale à l'Enfance, abandonnée par les départements.

Face à cet immense chantier, une seule solution : l'action collective ! Toustes en manif les 23 et 25 novembre !

LES FEMMES, LES MINES, LA TERRE

Article 2

Un série qui vous raconte l'impact de l'extractivisme minier sur les femmes des communautés andines dans le sud du Pérou

Après une pause estivale un peu longue, la série d'articles « les femmes, les mines, la terre » reprend avec la première thématique annoncée : la centralité des activités minières dans l'économie latino-américaine, depuis les pillages coloniaux jusqu'au capitalisme néolibéral actuel.

À l'époque coloniale, le Comte de Lemo écrivait aux Habsbourg : « Sans la mit'a [le travail forcé des indiens de toute l'Amérique du Sud dans les mines], Potosi s'écroulerait ; si Potosi s'écroule, le Pérou s'écroulerait ; si le Pérou s'écroule, l'Espagne s'écroulerait ; si l'Espagne s'écroule, alors l'Église Catholique s'écroulerait ; et le jour

nient de représenter la colonne vertébrale du capitalisme mondialisé, pour le bénéfice des industries des pays anciennement colonisateurs (l'Europe et les pays qui ont hérité de sa blancheur, comme l'Amérique du Nord). Pour ne prendre qu'un exemple, la transition énergétique en France et ailleurs implique la production massive de panneaux photovoltaïques, de véhicules électriques et autres technologies qui, si elles n'émettent pas de gaz à effet de serre au moment de fonctionner, requièrent pour leur production encore plus de métaux rares et de minerai. Sans l'extraction massive du lithium en Amérique du Sud, ou du cobalt en République Démocratique du Congo, la transition énergétique européenne – mais aussi la « société tout numérique » et de manière générale, toute la production mondiale dont les profits sont concentrés en Europe, en Amérique du Nord et en Chine – s'écroule.



Le Cerro Rico de Potosi au fond, et une statue représentant l'arrogance coloniale espagnole au premier plan.

où l'Église Catholique s'écroule, le monde tomberait aux mains des Protestants ». Cette vision apocalyptique en dit long sur la centralité de l'industrie de l'argent dans les mines de Potosi (aujourd'hui en Bolivie, appartenant jadis à la Vice Royauté du Pérou) dans l'économie mondiale euro-centrée : l'argent de ces mines immenses a financé les guerres des monarques européens, et a surtout permis l'accumulation primitive du développement capitaliste européen.



Un pièce d'argent de Potosi à l'époque coloniale.

Aujourd'hui, les richesses extraites du sous-sol latino-américain conti-

Or, la course au lithium dans la région frontalière du Chili, de Bolivie et de l'Argentine assèche des régions andines déjà fragilisées par le changement climatique. Les conflits socio-environnementaux liés à l'immense asymétrie de pouvoir entre communautés locales entreprises minières transnationales (soutenues sans faille par des États néolibéraux produits des ajustements structurels des années 1980-1990), qui exploitent par exemple le cuivre essentiel à la transition énergétique, font des ravages. Ain-



Une mine d'étain en Bolivie.

si, comme à l'époque coloniale, la qualité de vie des habitant·es de l'Europe – et les profits des industriels européens – continue d'être subventionnés par des activités qui externalisent l'exploitation du travail et des écosystèmes vers les pays anciennement colonisés.

Depuis cinq siècles, les coûts humains et environnementaux de l'extractivisme n'ont jamais cessé de peser sur les sociétés latino-américaines : les eaux acides accumulées continuent à représenter une menace vitale pour les communautés qui habitent en aval des rivières qui passent par Potosi et des autres centres miniers historiques. Les sources d'eau disparaissent. Les nuages de poussière soulevés par les milliers de camions transportant le minerai asphyxient les cultures vivrières et le bétail. Les inégalités économiques augmentent brutalement avec l'arrivée d'entreprises minières trans-

nationales, appauvrissant toujours les mêmes catégories de personnes – les femmes, les personnes âgées, les familles les plus pauvres. La dépendance au modèle économique primo-exportateur (c'est-à-dire à la vente internationale de matières premières non transformées) implique une très grande vulnérabilité des économies nationales aux prix des marchés internationaux, et d'avoir à acheter les produits manufacturés au prix fort vendus par les industries du Nord.

C'est ce que l'argentine Maristella Svampa a appelé « la mondialisation capitaliste asymétrique » : puisant ses racines dans des rapports économique-politiques issus de la colonisation, la division internationale du travail assigne aux anciens pays colonisés une position de dépendance et d'absorption des coûts sociaux et environnementaux du capitalisme globalisé – via le paradigme ex-

tractiviste, duquel aucun gouvernement de gauche latino-américain n'a réussi à s'emanciper.



Peinture d'un mineur.

Pour un avenir plus vert et durable dans le Nord, il faut donc toujours plus d'extractivisme, de spoliation, d'exploitation, de pollutions, de conflits dans le Sud. Comme l'écrivait Eduardo Galeano en 1971 : les veines ouvertes de l'Amérique latine continuent de se vider pour le profit des anciens colonisateurs.

Les Palestiennes et la guerre

Depuis le 7 octobre 2023, un collectif de soutien regroupant diverses organisations associatives, politique et syndicales s'est mis en place.

Une manifestation hebdomadaire de soutien au peuple palestinien se déroule, tous les samedis, à Tours. Ce collectif a également organisé, à Tours, une quinzaine de soutien à la Palestine du 19/02 au 2/03.

Lors d'une réunion du Réseau féministe 37, en novembre dernier, nous avons recueilli le témoignage de NASRINE, animatrice locale de Secours Palestinien* (association faisant partie de ce collectif), tourangelle et franco-palestinienne, au sujet du vécu douloureux des femmes palestiniennes.

« Les violences sexistes et sexuelles sont peu dites en Palestine : violences sexistes et sexuelles aux checkpoint/points de contrôle, harcèlement systématique des femmes qui sont particulièrement agressées par des fouilles au corps. Elles sont retenues plus longtemps. »

Depuis le 7 octobre, *« Dans l'armée israélienne, on dénombre de plus en plus de cas de viols et d'exactions.*

Pour les femmes enceintes, la situation est catastrophique, car elles ne savent pas où aller pour accoucher. Il n'y a pas de place dans les hôpitaux et, par exemple, les césariennes sont réalisées sans anesthésie.

Depuis un certain temps, il y a de plus en plus d'enfants mort-né-es.

Il n'y a plus de couveuses pour les enfants prématuré-es et donc, peu d'enfants sont sauvé-es.

La situation des enfants emprisonné-es en Israël est également catastrophique.

Ils sont maintenus nu-es es et ligoté-es.

D'après leurs témoignages, des enfants qui sortent des prisons israéliennes racontent que les militaires sont ultra-violents.

Nous, les femmes palestiniennes, nous devons nous mobiliser et c'est pourquoi, nous sommes de plus en plus nombreuses à participer aux manifestations actuelles de soutien au peuple palestinien, notamment à Tours. »

*Dons pour l'Association
Secours Palestinien :
secourspalestinien@hotmail.com



FÊTE DE L'HUMA

Contre l'offensive transphobe : quelle perspective après le mouvement Riposte-Trans ?



<https://www.youtube.com/watch?v=B3QVh-8EXuA>

La nomination du Gouvernement Barnier a vu un nombre tristement historique de ministres issus de la manif pour tous. C'est un signe supplémentaire de l'offensive LGBTIphobe en cours, et particulièrement, l'offensive anti-trans. C'est à cette occasion que l'Union Syndicale Solidaires a reçu sur son stand de la fête de l'humain l'OST (Organisation de Solidarité Trans) et Fransgenre pour un débat sur les stratégies de riposte et un bilan du dernier mouvement contre la proposition de loi de la droite sénatoriale visant à restreindre les droits à la transition.

Née à Tours l'OST est aujourd'hui la première organisation trans à l'échelle nationale comptant aujourd'hui une dizaine de sections. Elle combine auto-support et lutte de terrain notamment aux côtés des syndicats. Fransgenre est, elle, une association d'entre-aide à l'origine de nombreux outils permettant aux personnes trans de faire valoir leurs droits, d'être correctement accompagné, ect... Au cœur de ce débat : comment mener les luttes trans

dans un front commun entre associations et syndicats. Il y a des revendications communes que nous avons déjà : les personnes trans sont particulièrement concernées par les questions entourant la sécurité sociale ou la discrimination au travail. Mais ce débat a aussi mis en lumière de nouvelles revendications que nous pouvons porter à l'échelle nationale comme la question du prénom d'usage ou du congé de transition, déjà à l'ordre du jour chez certaines structures nationales. Il y aura des luttes à mener pour faire appliquer ces changements que ce soit dans la loi ou sur les lieux de travail.

D'où l'importance de faire front commun : dans les manifestations ce travail est déjà concret : de l'engagement de l'OST pendant la lutte des retraites à la présence de Solidaires dans les manifestations de l'ExisTransInter ou de la Riposte Trans nous luttons déjà ensemble. Mais ce travail doit continuer : dans le travail unitaire sur l'ensemble des sujets comme cela se fait déjà dans certaines Unions Départementales ou dans la question des

formations : les associations trans ont toutes leur place dans nos luttes.

Car ce fut le dernier point majeur de ce débat : mettre en lumière que la méfiance qu'il peut parfois exister entre mouvement LGBTI (et particulièrement trans) et syndicalistes est contreproductive et surtout sans fondement. Syndicalement parce que les personnes trans sont des travailleuses et se syndiquent et particulièrement dans notre Union. Des camarades trans sont présentes partout chez Solidaires, de l'informatique à Amazon en passant par les étudiant·es et la Santé. Du côté des milieux trans, l'Union Syndicale Solidaires a toujours été un syndicat progressiste luttant contre toutes les oppressions, où militent beaucoup de vos frères, vos sœurs et vos Adelphe. Leur but n'est pas une "récupération" des luttes mais une amélioration concrète des conditions de vies et de travail de toutes les personnes trans.

La lutte contre la transphobie est aussi une lutte syndicale : ensemble nous l'abattrons !

À la rencontre des clitoris, avec Violeta Belhouchat



Violeta, peux-tu nous expliquer comment tu en es venue à t'intéresser à l'anatomie du clitoris ?

Lors de mes nombreuses interventions auprès de femmes victimes de violence, j'ai découvert l'existence des mutilations sexuelles féminines, l'excision, qui est l'ablation d'une partie plus ou moins importante du clitoris et des petites lèvres, et l'infibulation, qui est une excision complétée par l'ablation des grandes lèvres dont les deux moignons sont suturés bord à bord. La vulve est remplacée par une cicatrice fibreuse.

Pour mieux comprendre ce qui s'est passé, j'ai cherché à savoir « ce qui a été coupé ».

Tu as alors décidé de réaliser un livre qui présenterait le clitoris. Quel a été ton objectif ?

« Que chaque personne puisse connaître son corps sans culpabilité, sans honte, ni peur, à l'aide de mots et de dessins, et si ça lui chante avec le bout des doigts » (extrait de l'avant-propos).

Avec Javiera Hernandez, l'illustratrice du livre, nous avons pris le parti d'écrire en utilisant la forme de l'interview avec ce personnage qui se décrit au féminin : une Klitoris1. Nous avons choisi des couleurs gaies, tout en appliquant le code couleur utilisé en anatomie : jaune pour les nerfs, bleu pour les veines et rouge pour les artères.

Et quelles ressources as-tu utilisées ?

Une surprise de taille m'attendait ! Dans de nombreux manuels d'anatomie destinés aux étudiants.es en médecine, de manuels scolaires ou dans des livres d'information sur le corps et la sexualité destinés au grand public, le clitoris est tout simplement absent ! Par exemple, dans la version de 1948

de l'atlas Gray's Anatomy la clitoris a disparu de la coupe sagittale (plan anatomique qui divise le corps en parties droite et gauche). Dans un livre de sexologie canadien, paru en 2020, la clitoris n'est représentée que par une ligne à la page 60, dans un livre qui en compte plus de 900 !

Heureusement j'ai trouvé plusieurs ressources. En 2008, Odile Buisson et Pierre Foldès réalisent

la première échographie de la clitoris. En 2016, Odile Fillod crée le premier modèle de la clitoris, imprimable en trois dimensions avec une imprimante 3D (voir sur le site : <https://odilefillod.wixsite.com/clitoris>). Ou le livre de Jean-Claude Piquard : La fabuleuse histoire du clitoris (H&O). En 2023, l'atlas d'anatomie le plus précis est le « Prometheus » des Editions Thieme (pour les germanophones). Et bien d'autres ressources, notamment aux Etats-Unis ou en Amérique latine (voir la bibliographie pages 153 à 159).

Comment décrirais-tu la clitoris ?

Elle comprend de très nombreuses parties : « deux piliers, un corps ascendant et un descendant, un angle, un gland, une partie spongieuse et deux bulbes ». Elle est entourée de quatre muscles et un ligament suspenseur large et fort qui lui fait comme une coiffure de punkette. Elle est traversée par des veines, des artères et des terminaisons nerveuses, qui la relient au cœur, au cerveau, au périnée, à la vulve, au vagin et à l'urètre. Elle est incluse dans le système reproducteur. Sans oublier le capuchon qui recouvre le gland !

Un peu comme le nez, il n'y en a pas deux pareilles ! Et elle n'est jamais symétrique !

Ton livre propose 57 figures de la clitoris, avec des vues de dos ou de face et des illustrations avec les liens avec d'autres parties du corps, comme le « portrait sous contrôle, mais indomptable » (page 43) qui montre le système nerveux autonome et ses relations avec tous les organes. Quelle est ton illustration préférée ?

C'est mon portrait « In situ, debout » (page

55), qui est très complet. On y découvre par exemple les 6 orifices de la vulve : le méat urinaire, les 2 orifices d'où sort le squirt, l'orifice vaginal d'où sortent la menstruation et la glaire cervicale (et parfois les bébés !), et les 2 orifices d'où sort la cyprine.

Quel est son fonctionnement ?

Il est important de savoir qu'une grande partie du fonctionnement clitoridien est involontaire. « Les réactions neurophysiologiques des clitoris, des vulves et des glandes vestibulaires n'ont rien à voir avec le consentement sexuel, ni le désir sexuel, ni le plaisir sexuel, ni l'orientation sexuelle. Dotés d'une innervation sensitive et motrice involontaire, ces organes réagissent à des stimuli parce que c'est leur fonction » !

Et à quoi sert la clitoris ?

La clitoris est très joueuse, avec ses 10 000 terminaisons nerveuses... Mais « cela dépend des jours et des hormones ou de la personne qui veut m'approcher ». La clitoris rencontre des situations qu'elle n'aime pas : « Je n'aime pas être touchée comme un bouton ON-OFF et je n'aime pas qu'on me traite comme une prise pour brancher des appareils bruyants. Je ne marche pas comme ça. »

Comment vois-tu l'avenir des clitoris ?

Beaucoup de recherches sont encore à faire pour mieux nous faire connaître des 4 milliards de personnes qui sont concernées directement (et des autres !), pour être connues et reconnues dans nos quatre états (au repos, en érection, en extension lors de l'accouchement et lors du post-partum), pour étudier les liens entre nos différentes composantes et le reste de notre corps, pour mettre à jour tous les manuels d'anatomie... Et beaucoup de luttes pour ZERO MUTILATION !

Merci Violeta et Javiera pour ce magnifique travail !

Clitoris 4U « Une interview en français », à commander sur amazon, 23,74€
Site de Violeta Belhouchat :
<https://www.sexologiayresiliencia.com/fr/>
et @vibelh



À partir du jaune, ne reste pas isolé-e, parles-en à une personne de confiance et prends contact avec un syndicat Solidaires. De même si tu en es témoin !

VIOLÉNTOMÈTRE



CONTRE LES VIOLENCES
SEXISTES ET SEXUELLES
AU TRAVAIL !



Plus de ressources : solidaires.org/vsst

À découvrir

Un monde de Mymytchell

Un album féministe et syndicaliste



En écoutant son 3^e album, on comprend que Mymytchell est une chanteuse tout terrain, et notamment féministe. Un féminisme à 1000 détours qui défend les mères contre les responsabilités qu'on leur impose, les corps « traversés par tant des styles » qu'on attaque ou encore les femmes contre ceux qui leur impose les âges dans leur lit.

Mais l'album parle aussi féminisme et travail. Les mots claquent. Comme dans *La Chanteuse*, texte cinglant et drôle, où elle raconte comment depuis qu'elle chante elle ne cesse d'être « conseillée » pour surtout faire tout sauf ce qu'elle fait. Elle y moque aussi ces chanteurs pour qui parle des « femmes comme de courbes qu'il découvre dans l'obscurité » ou qui « prend son violoncelle pour la femme de sa vie ».

Mymytchell parle de son travail et le travail féminin en général comme dans ses *Lavandières*, où les gestes des blanchisseuses sont décrits et mimés par la musique. Ou encore de la condition infirmière et les 12 heures imposées dans une chanson sur la mort de son père. Quant au cœur d'une chanson sur les hôpitaux et la mort de son père. Dans une autre sur la retraite, sans genre affiché, elle parle des enseignantes.

Avec tout ça, Mymytchell fait des femmes et des travailleuses un objet majeur et réinvente une universalité contemporaine, multiple et combative. Elle donne envie d'aller danser autour de grands feux de joie pour fêter la fin d'un « empire sexuel » qui n'a que trop duré. En toute sororité bien sûr.

On a lu :

Les hommes manquent de courage, Mathieu Palain

Une discussions entre une mère et son fils mais surtout une discussion entre une femme et un homme. Elle lui raconte sa vie après que ce dernier ait commis un acte irréparable. Dans un langage très cru et violent Mathieu Palain nous démontre bien la violence des hommes dans ce témoignage d'une femme qui peut être celui de toutes les femmes. – Édition Babelio



Le harem du roi de Djaili Amadou Amal

Vivre sous le même toit que ton violeur c'est déjà violent, mais ça l'est encore plus quand ta famille ne fait rien pour t'aider et tout pour te faire taire. C'est ce que raconte l'autrice dans ce récit en vers libres. La difficulté de se construire, de faire confiance, de vivre. Le tout agrémenté de chiffres et de fait scientifique pour éduquer et montrer que cette histoire n'est malheureusement pas anecdotique. – Édition Babelio



Tout brûler de Lucile de Peslöuan

Cameroun, pays où la polygamie est autorisée, un couple s'y refuse jusqu'au jour où le mari devient roi et doit accepter un harem. Un récit à plusieurs voix, celles de femmes qui se battent face aux hommes, à la politique et à la religion. Des femmes qui veulent être respectées en tant que telle, être traitées correctement, finalement juste vivre. – Édition Babelio



Une culture du viol à la française de Valérie Rey-Robert

À l'occasion du procès des viols de Mazan, les éditions libertalia mette en accès libre *Une culture du viol à la française*. <https://www.editionslibertalia.com/catalogue/hors-collection/une-culture-du-viol-a-la-francaise>

Dans cet essai documenté et novateur, l'autrice analyse et définit les violences sexuelles, déboulonne toutes nos idées reçues et bat en brèche l'argumentaire déresponsabilisant les violeurs. Elle insiste sur les spécificités hexagonales du concept de « culture du viol », démythifie le patrimoine littéraire et artistique, et démontre, point par point, qu'il est possible de déconstruire les stéréotypes de genre et d'éduquer les hommes à ne pas violer.

